

Il y a 60 ans, l'Allemagne envahissait la Pologne

Anna Tomera a vécu dix ans de camps avant de refaire sa vie au Canada

NDLR - La Deuxième Grande Guerre prenait forme, il y a 60 ans, avec l'envahissement de la Pologne. Plusieurs personnes vivant aujourd'hui en Estrie ont vécu ces années de guerre et d'horreur et en témoignent. Plus d'une centaine de Polonais sont arrivés au pays il y a 50 ans, quelques années après la fin de la guerre.

Gilles DALLAIRE

Canton de Pottou

Premier septembre 1939, 4 h 40. Pendant que des nuées de bombardiers allemands font pleuvoir la destruction et la mort sur les aéroports militaires et civils aux quatre coins de la Pologne et que le vieux croiseur Schleswig-Holstein en visite amicale à Dantzig pilonne de tous ses canons la forteresse de Westerplatte, plus de 50 divisions dont six de blindées, en tout 1 500 000 hommes, traversent la frontière qui sépare l'Allemagne de la Pologne.

Les troupes polonaises résistent avec un courage qui force l'admiration des chefs militaires allemands eux-mêmes. En nombre, elles font le poids: elles comptent environ 280 000 soldats réguliers et 1 500 000 réservistes; le gouvernement polonais n'a cependant ordonné la mobilisation générale que le 30 août et plus de la moitié des réservistes n'ont pas encore pu rejoindre leurs unités. Côté équipements, elles n'en font même pas l'ombre: elles ne comptent qu'une brigade mécanisée incomplète et les canons et les mitrailleuses des blindés allemands fauchent comme les blés qu'on moissonnerait en ce 1er septembre les cavaliers qui les chargent à la lance et au sabre.

L'invasion allemande sème la panique dans la population civile. Les routes sont bientôt encombrées par des centaines de milliers de citadins et de campagnards qui fuient les zones de combat en emportant le peu de vêtements, de nourriture et de biens qu'ils peuvent porter ou traîner. Leur but: gagner l'est de la Pologne encore épargné par les combats. Ils ne doutent pas que, le 17 septembre, l'Union soviétique qui vient de signer un pacte avec l'Allemagne va envahir leur pays à son tour.

Les Russes

Anna Tomera a cinq ans lorsque la guerre s'abat sur la Pologne. Elle vit à Sarny, dans l'est du pays, avec sa mère, son frère et ses deux soeurs dont l'une n'a que quelques mois. Son père combat dans l'armée polonaise. Quand l'armée soviétique pénètre en Pologne, elle ne voit de prime abord pas une trop grosse différence entre la vie de tous les jours en temps de paix et la vie de tous les jours en temps de guerre si ce n'est que la nourriture est bien moins variée et surtout beaucoup moins abondante. Elle ne tarde cependant pas à se rendre compte, malgré son tout jeune âge, qu'après le 6 octobre, alors que cesse toute résistance, la police soviétique fait souvent des rafles, que les soldats polonais sont arrêtés et emmenés en captivité et que nombre de civils doivent partir travailler en Union soviétique.

La porte de l'enfer s'ouvre devant elle en février 1940 alors que débute la déportation tout ce qu'il y a de femmes, d'enfants, de vieillards et de malades dans la



Anna Tomera

moitié de la Pologne occupée par l'armée soviétique. Le but de cette déportation massive qui touchera plus de 1 500 000 Polonais saute aux yeux: en envoyant ces gens dans les camps de travail de la Sibérie et de l'Oural et dans les steppes de l'Asie centrale, leur élimination, dans les deux premiers cas, et leur assimilation, dans le troisième, seraient facilitées et, la paix revenue, l'Union soviétique garderait sa main mise sur le territoire polonais conquis.



Le 1er septembre 1939, des soldats allemands démolissent une barrière à la frontière polonaise qu'ils viennent d'envahir, déclenchant les premiers mouvements de la Seconde Guerre mondiale.

«Je suis tombée gravement malade peu après mon départ de la Pologne et j'ai gardé peu de souvenirs des mois qui l'ont suivi. Je me rappelle par contre que j'ai d'abord été envoyée dans un camp situé non loin de Gorki. Par la suite, j'ai été envoyée dans un orphelinat de Tashkent, en Ouzbékistan. Je ne me souviens pas d'avoir été maltraitée, enfin, pas trop mais je me rappelle que j'ai très souvent eu faim et que j'étais habillée de guenilles», raconte Anna Tomera qui souligne que sa plus jeune sœur est morte de malnutrition au bout de quelques mois.

Amnistie

Le 1er juin 1941, l'Allemagne envahit l'Union soviétique dont l'attitude envers les déportés polonais change graduellement. Le 30 juillet, une amnistie est accordée à tous les déportés qu'elle autorise à quitter l'Union soviétique. Quelques mois plus tard, un périple qui durera près de huit ans et qui prendra fin au Canada commence pour Anna Tomera.

«Nous avons tout d'abord été envoyés en Iran, dans un camp de réfugiés situé sur les bords de la mer Caspienne où on nous a soignés, débarrassés de la vermine qui nous avait envahis, donné des vêtements et remis de la viande sur les os car nous

étions tous d'une maigreur effrayante. Vers la fin de 1942, on a commencé à envoyer les enfants en Afrique où la Grande-Bretagne avait ouvert des camps pour eux en Ouganda, au Kenya et au Tanganyika qui étaient encore ses colonies à cette époque. J'ai passé des années merveilleuses dans ces camps où nous étions traités avec beaucoup d'amour. Nous étions bien nourris, bien habillés, nous avions des loisirs, nous avions des écoles et il nous arrivait même d'aller faire sous surveillance de petites promenades dans la jungle», rappelle-t-elle.

Des années d'attente

Même si la guerre a pris fin en mai 1945, c'est seulement quatre ans plus tard que ces milliers d'enfants polonais ont quitté l'Afrique. La Pologne était en ruines et il fallait la reconstruire. De plus, le Parti communiste y avait pris le pouvoir et le monde occidental voyait d'un mauvais oeil ces enfants retourner dans un pays dirigé par des laquais de l'Union soviétique, le pays même qui les avait traités de façon si indigne. Après d'interminables pourparlers, ils ont été envoyés en Italie où des émissaires du gouvernement polonais ont tenté vainement de les convaincre de rentrer dans leur pays puis, presque en fraude, en Allemagne d'où ils sont par-

tis pour le Mexique, pour l'Inde, pour la Nouvelle-Zélande, pour le Liban, pour l'Égypte ou pour le Canada.

Anna Tomera était de ceux qui ont choisi le Canada. Elle y est arrivée avec 122 autres enfants le 7 septembre 1949. Débarquée à Halifax, elle a séjourné brièvement à Contrecoeur puis elle a travaillé durant trois ans dans des couvents avant d'entreprendre des études d'infirmière. En 1954, elle a épousé Edward Tomera. Elle demeure à Canton de Pottou.

Elle a eu en 1986 la chance incroyable de retrouver sa mère dont elle avait perdu la trace alors qu'elle était en Ouzbékistan.

«J'avais souvent essayé de la retrouver depuis mon arrivée au Canada. J'étais même allée deux fois en Pologne dans ce seul but car j'avais appris qu'elle y était retournée après la guerre mais mes recherches et mes démarches avaient toutes été vaines. Elle a maintenant 88 ans. Elle vit à Szczecin avec sa sœur qu'elle avait donnée à une voisine quand elle avait trois ans pour qu'elle ne meure pas de faim. Nos retrouvailles ont été plus qu'émouvantes, je n'ai pas besoin de le dire», explique-t-elle.

Autres textes, page E-2

FLASH info

L'informatique sympathique !

Série Cochonnerie BX-3

Boîtier CD-Tour
Processeur Intel Pentium III 450 Mhz - 512k
Mémoire vive 64 Mo SDRAM PC100
Carte maîtresse BX pro
Disque dur 10.2 Gig Ultra DMA
Lecteur de disquettes 1.44 MO
Carte vidéo AGP 8MB 3D SIS
Lecteur CD-Rom 40X
Carte de son Sound Blaster 16 comp
Haut-parleurs PRO 201 3D
Moniteur Relisys 17 pouces digital
Clavier 104 touches Win95/98
Souris Logitech Wheelmouse 3 boutons
Tapis de souris FLASH-INFO
FaxModem Lucent 56K V.90 voice interne
Logiciel Microsoft Windows 98 CD

Le prix de la qualité
1599\$
Livraison incluse

SÉRIE FLASH - BX3

• Boîtier CD-Tour Deluxe ATX
Alimentation 250 watts ATX de qualité industrielle
3 baies 5.25 pouces, 2 baies 3.5 pouces
Ventilateur sur roulement à billes
• Processeur Intel Pentium III 450 Mhz-512k (garantie 3 ans)
• Mémoire vive 64 Mo SDRAM PC100 (garantie à vie)
• Carte maîtresse Asus P3B-F
OU
ABIT BE6
UDMA-66
AU CHOIX
Chipsset Intel 82403BX Speed Easy, Ultra DMA
BIOS JumpFree, moniteur PC Health
4 fentes d'extension SDRAM 100 Mhz
1 fente AGP, 6 fentes PCI et 1 fente ISA
2 contrôleurs PCI EIDE (supportant jusqu'à 4 disques durs)
2 ports série, 1 port parallèle, 1 port PS/2, 1 infra-rouge et 2 USB
• Disque dur Quantum Fireball Ka 9.1 Gig DMA66 (gar. 3 ans)
temps d'accès de 8.5 ms, SPS
rpm de 7200, 512 k d'antémemoire
• Lecteur de disquettes 1.44 Mo
• Carte vidéo ATI Expert 128 AGP2x 16 mb 3D 128 bit
accélération 3D RAGE 128 pour les jeux
décodeur DVD et prêt pour HDTV
• Lecteur CD-Rom 40X
• Carte de son Sound Blaster 128 originale de Creative Labs
• Haut-parleurs Yamaha M8 (10 watts RMS) haute fidélité
• Moniteur Viewsonic Optiquest Q71 17 pouces digital (gar. 3 ans)
résolution max 1280X1024, 1024X768@85Hz, Nt, On Screen Display (OSD)
SVGA, 28 anti-reflets, low radiation et Energy Star
• Clavier 104 touches Win 95/98
• Souris Logitech wheelmouse 3 boutons
• Tapis de souris Flash-Info
• Fax modem GVC 56K V.90 voice interne
avec contrôleur, pas un WinModem III
• Logiciel Microsoft Windows 98 CD

Le prix de la qualité
2079\$
99⁴³⁵ par mois
Livraison incluse

GARANTIE 2 ANS PIÈCES
5 ANS MAIN-D'OEUVRE

WWW.FLASH-INFO.COM

ASSEMBLÉ ICI À SHERBROOKE

FLASH-INFO
1348, rue Denault
Sherbrooke, Québec J1H 2P8
Tél. : (819) 822-0911
Télec. : (819) 822-0113

À votre service
à Sherbrooke
depuis 5 ans

Vous êtes ÉTUDIANT?
Nous acceptons le PRÊT MICRO



Les camps russes pour Janina Bogucz, la ferme autrichienne pour Genowefa Lezon



Gilles DALLAIRE
Canton de Potton

Janina Bogucz est bien loin de paraître les 90 ans qu'elle avoue mais ce n'est sûrement pas parce que la vie a été tendre pour elle. Elle a été cruelle, très cruelle même.

Elle avait 30 ans, un mari et quatre enfants dont le plus vieux avait dix ans et le plus jeune, un an et demi quand, le 17 septembre 1939, l'Union soviétique a envahi la moitié de la Pologne que l'Allemagne n'avait pas encore réussi à conquérir.

Neuf jours plus tard, son mari était arrêté, emmené en Union soviétique et interné au camp de concentration de Mednoje d'où il ne devait jamais revenir.

Le 13 avril 1940, elle était déportée à son tour en Union soviétique avec ses enfants et quand, en 1942, à la faveur d'une amnistie décrétée par le gouvernement soviétique, les déportés polonais ont gagné l'Iran, il ne lui restait plus que deux enfants, les deux autres étant morts de malnutrition.

«Il n'y a pas de risque que j'aie en enfer après ma mort: j'y suis allée de mon vivant», résume cette femme au regard pétillant qui, en dépit de son grand âge, peint encore des oeufs comme on en peint en Europe centrale depuis des générations et des générations et dont une des oeuvres, un oeuf d'autruche décoré des armoiries des dix provinces canadiennes, est exposé au Musée des Beaux-Arts du Canada à Ottawa.

Elle est avare de détails sur les deux années qu'elle a passées dans les camps soviétiques.



Janina Bogucz

«C'était véritablement l'enfer: nous n'avions presque rien à manger, il n'y avait pas de médicaments pour les malades, nous avions des guénilles sur le dos, ce que nous avions dans les pieds, lorsque nous avions quelque chose dans les pieds, bien entendu, ne méritait même pas le nom de chaussures et nous devions pourtant travailler jusqu'à l'épuisement malgré la faim, le froid et parfois les coups», raconte-t-elle.

Des camps, elle en a connu plusieurs. Elle a même été envoyée dans un camp situé près du lac Baïkal, en pleine Sibérie. Elle n'en a pas connu un où les déportés polonais étaient traités avec un



Genowefa Lezon

tout petit peu d'humanité. «Des animaux auraient été traités beaucoup mieux que nous. Lorsque des déportés mouraient, cela n'avait pas d'importance car le réservoir était inépuisable», explique-t-elle en révélant que ce n'est qu'à son arrivée au camp de réfugiés ouvert par l'Iran sur les bords de la mer Caspienne que, pour la première fois en plus de deux ans, elle a senti qu'on la considérait à nouveau comme un être humain.

Après l'Iran, cela a été l'Afrique jusqu'en 1949 et l'Italie jusqu'en 1953 alors qu'elle est venue s'établir au Canada. «À Ajax, en banlieue de Toronto. Au Canada, j'ai travaillé comme infirmière auxiliaire puis dans un studio d'artiste. Je me suis installée à Canton de Potton il y a une trentaine d'années», précise-t-elle.

C'est vers l'ouest, non pas vers l'est comme Janina Bogucz, que Genowefa Lezon a été envoyée après l'invasion allemande.

«J'avais 16 ans. J'habitais près de Poznan. Mes parents avaient une ferme. Peu de temps après l'invasion, des Allemands sont venus chez nous et nous ont donné deux heures pour nous en aller. Nous avons commencé à ramasser de la nourriture et des vêtements mais, comme nous ne savions pas où aller, nous n'étions pas encore partis à leur retour. Ils nous ont fait monter dans un camion et emmenés à Cracovie où nous sommes installés tant bien que mal. Il y avait souvent des rafles et on revoyait rarement les personnes arrêtées. J'ai été chanceuse: je ne me suis jamais fait arrêter. Un jour, j'ai rencontré un Polonais qui faisait du travail clérical pour les Allemands. Il m'a conseil-

lé de me porter volontaire pour aller sur une ferme. Il m'a expliqué que, si je me faisais arrêter, je serais sûrement envoyée en Allemagne tandis que, si je me portais volontaire, je serais peut-être envoyée en Autriche», rappelle-t-elle.

Genowefa Lezon s'est portée volontaire. Comme son compatriote l'avait prévu, elle a été envoyée en Autriche. «J'ai été envoyée près de Linz. J'étais avec une amie. On nous faisait aligner et les fermiers faisaient leur choix comme dans les marchés d'esclaves d'autrefois. Un fermier a choisi mon amie pour travailler chez lui puis il m'a choisie pour aller travailler chez son voisin qui n'avait pu venir. Ce voisin avait une grosse ferme: 35 vaches, environ 500 poulets et une centaine de porcs de même que plusieurs chevaux. C'est sa fille qui m'a reçue et m'a expliqué ce que j'aurais à faire. C'était une personne agréable. Elle et son père m'ont bien traitée. Le travail était dur mais j'étais nourrie, logée et habillée convenablement. Il y avait une dizaine d'autres personnes qui travaillaient sur la ferme, des Polonais, des Tchécoslovaques et deux prisonniers de guerre français», ajoute-t-elle en révélant que, lorsque la guerre a pris fin, tout le monde parlait polonais.

En 1943, l'aviation alliée a commencé à bombardier l'Autriche et elle n'a pas cessé ses bombardements du reste de la guerre. Comme Linz qui n'avait pas une grande importance stratégique était à peu de distance d'objectifs importants, Genowefa Lezon voyait passer chaque jour les escadrons qui allaient bombarder ces objectifs.

«Il passait quelque chose comme 800 bombardiers. Ça commençait vers 9h30 et ça finissait au début de l'après-midi. C'était impressionnant à voir. Les bombardiers volaient en formation et, quand un était touché par un chasseur ou par la défense antiaérienne, il se détachait lentement de la formation et un autre prenait sa place. Nous nous cachions sous un gros arbre quand ils passaient par crainte d'être mitraillés. Les jours où ils ne passaient pas, nous avions envie de pleurer parce que nous savions que chaque bombardement avançait la fin de la guerre», raconte-t-elle.

Quand la guerre a pris fin, elle est restée sur la ferme parce qu'elle ne se sentait pas capable de rester dans le camp où étaient rassemblés ceux qui, la veille encore, étaient prisonniers. Elle a ensuite travaillé dans un hôpital de Linz. En 1947, elle a été dépouillée de sa citoyenneté polonaise parce qu'elle refusait de rentrer en Pologne. L'année suivante, grâce aux démarches faites par sa sœur, elle s'est installée à Montréal. Elle y a travaillé comme aide domestique pour l'épouse d'un médecin. En 1957, elle a épousé Josef Trojanowsky. Elle demeure avec lui à Canton de Potton depuis le début des années 1970.

De la Pologne, 12 pays avant d'aboutir au Canada

Canton de Potton (GD)

Pour aller de la Pologne au Canada, Josef Trojanowsky a mis 11 ans et il a presque fait le tour de la Terre.

Qu'on en juge: quand, le 1er septembre 1939, l'Allemagne a envahi la Pologne, il aspirait à devenir officier dans les forces armées polonaises et il étudiait à cette fin à l'Académie militaire de Ravič; quelques semaines plus tard, il était fait prisonnier par l'armée soviétique et il était envoyé au camp de Cheliabinsk; par la suite, il était envoyé au Kazakhstan; après l'amnistie décrétée en faveur des déportés polonais par le gouvernement soviétique, il gagnait l'Iran et, de là, l'Égypte en passant par l'Irak, la Syrie, la Jordanie et la Palestine; la Sicile, la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne allaient ensuite le voir passer avant qu'il ne s'établisse au Canada en 1950.

«Le lendemain de l'invasion allemande, le commandant de l'Académie militaire nous a ordonné d'abandonner nos uniformes d'élève-officier et de revêtir des uniformes de simple soldat puis de tenter de gagner la Hongrie. Un ordre donné à point nommé: nous avons été faits prisonniers par l'armée soviétique; quelques mois plus tard, plus de 10 000 officiers polonais étaient assassinés dans la forêt de Katyn sur ordre du gouvernement soviétique; si nous avions eu nos uniformes d'élève-officier au moment de notre capture, nous aurions probablement été du nombre», explique-t-il.

La déportation ne lui a pas trop pesé. Il était loin de sa Pologne natale mais il a pu reprendre rapidement son entraînement militaire car l'Union soviétique qui se doutait sûrement que l'Allemagne, son alliée du moment, lui ferait un coup fourré un jour ou l'autre ne s'est pas opposée à la création des Forces polonaises libres et l'a même encouragée.

Quand l'Allemagne a envahi l'Union soviétique, il a choisi d'aller rejoindre les forces armées alliées plutôt que de servir dans une unité polonaise sous commandement soviétique.

«Nous avons traversé l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Jordanie et la Palestine tout en nous initiant au maniement des armes modernes et protégeant des puits de pétrole et des pipelines. Peu après notre arrivée en Égypte, nous avons été intégrés à la 8e Armée britannique. Nous avons pris part à



Josef Trojanowsky

sécurité déployées à Berlin par l'Organisation des Nations-Unies. Je suis resté en Allemagne jusqu'en 1950», raconte-t-il.

C'est cette année-là qu'il s'est installé au Canada. À son arrivée à Québec, tout ce qu'il avait, c'était 10 \$ dans ses poches et les vêtements qu'il avait pu loger dans son havresac. Il s'est rendu à la gare où il a appris que, s'il n'avait pas assez d'argent pour se rendre à Toronto par train, aller à Montréal lui coûterait seulement 6,50 \$.

«Je suis arrivé à Montréal un samedi. Je suis allé dans un foyer pour immigrants rue Saint-Antoine. Le lendemain, j'ai été pris en charge par un organisme polonais. Le surlendemain, j'avais un emploi dans un atelier de la rue Prince-Arthur où on réparait des tracteurs», révèle-t-il.

Il n'a jamais manqué de travail par la suite. Il a été à l'emploi de Canadian Vickers pendant 21 ans. Quand cette entreprise a fermé ses ateliers de Montréal, il a été embauché par Bendix Corporation puis par Clairol. Lorsqu'il a pris sa retraite à la fin des années 1980, il était à l'emploi de cette entreprise depuis 16 ans.

«Je ne pense pas avoir été un mauvais Canadien et un mauvais Québécois. Le Canada et le Québec ont été bons pour moi et je me suis toujours efforcé de travailler de façon à ce qu'ils ne regrettent pas de m'avoir accueilli», commente-t-il.

La Foire du MUSICIEN

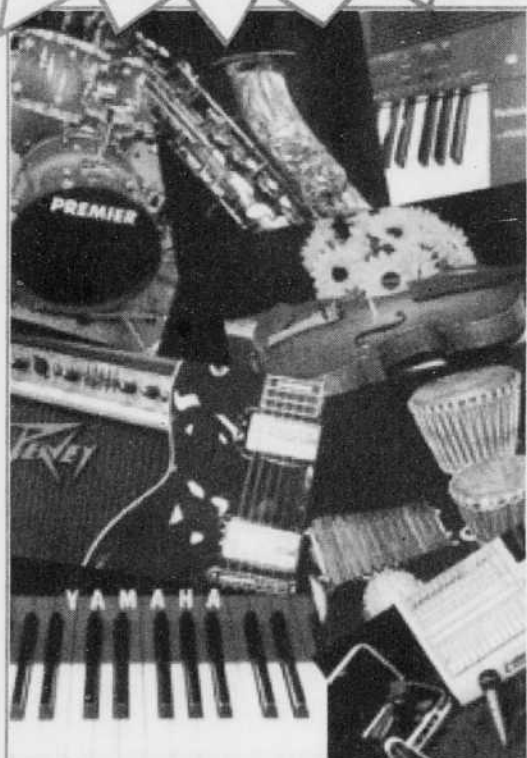
du 23 août au 5 septembre 1999

Plus de

1 million \$

d'instruments de musique en inventaire

- pianos
- instruments à vent
- claviers
- guitares
- orgues
- batteries
- modules de son
- disquettes S.M.F.
- accessoires
- livres
- tablatures
- méthodes



Baldwin

Radwell

PEAVEY

YAMAHA

REILWERTH

BUFFET

Compagnie A. PARIS

GUILD

Taylor

Technics

Roland BOSS

Takamine Fender

Trace Elliot PREMIER



STUDIO DE MUSIQUE

ANDRÉ

ÉCOLE DE MUSIQUE

AUX PETITS OISEAUX

INSTRUMENTS NEUFS ET USAGÉS

- Plan mise de côté • Financement sur place
- Livraison partout au Québec

enseignement • vente • location • réparation

330, rue Principale, Granby,
(450) 378-6963

02386

Vers le nouveau millénaire

LaTribune

L'an 2000, c'est maintenant

Joignez-vous à La Tribune pour accueillir le nouveau millénaire, saluer les réalisations de notre société en cette fin de siècle et rêver de ce que sera demain.

TOUS LES DERNIERS VENDREDIS DU MOIS DE L'ANNÉE 1999

Réservez votre espace publicitaire dans

LaTribune

POUR INFORMATION 564-5450, zone interurbaine: 1 800 567-6955

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1999
Le sport professionnel
et amateur en l'an 2000
TOMBÉE: LE 16 SEPTEMBRE 1999

Investissement de 4,7 M\$ au Mont-Mégantic

□ L'observatoire sera modernisé et recevra de nouvelles infrastructures

Ronald MARTEL

Notre-Dame-des-Bois

Propriété de l'Université de Montréal et co-géré par cette institution et par l'Université Laval, de Québec, l'Observatoire astronomique du Mont-Mégantic gagnera beaucoup en intérêt et en efficacité, durant les trois prochaines années que dureront les travaux de réparations majeures et d'acquisition de nouvelles infrastructures, qui coûteront la somme impressionnante de 4,7 millions \$!

On entend ainsi améliorer la coupole et la dote d'un système de ventilation, alors que le télescope aura droit, pour sa part, à une mise au point majeure. Des aménagements spéciaux permettront d'ailleurs de le contrôler complètement par ordinateur. On ajoutera aussi de nouveaux instruments performants, à la fine pointe de la haute technologie.

De plus, l'Observatoire astronomique, qui règne en maître au sommet du Mont-Mégantic, sera relié par fibre optique à l'ASTROLab, qui lui est situé au pied de la montagne, ce qui fera augmenter l'intérêt du grand public, puisque des images captées par l'Observatoire seront rendues accessibles, faisant automatiquement augmenter le rôle de vulgarisation scientifique joué par l'ASTROLab.

Des 4,7 millions \$ nécessaires, la Fondation canadienne pour l'Innovation en fournira 40 p. cent, soit 1 880 000 \$, alors que le ministère de l'Éducation en fera autant. De plus, le Conseil régional de développement de l'Erie contribuera pour 300 000 \$, Développement économique Canada également pour 300 000 \$, le ministère des Régions du Québec pour 100 000 \$, alors que l'Université Laval, l'Université de Montréal et les chercheurs eux-mêmes pour une somme de 240 000 \$.

Les travaux produiront, sur une période de trois ans, de très nombreuses retombées pour toute l'Erie, et permettront à l'Observatoire de continuer à jouer un rôle très important.

Cette amélioration des infrastructures de l'Observatoire s'inscrit dans le prolongement des dernières orientations du Comité de planification à long terme de l'Astronomie au Canada, lesquelles sont contenues dans un rapport de cet organisme s'intitulant «Le futur du Canada en Astronomie et en Astrophysique jusqu'en 2015», qui sera disponible dans quelques semaines. Ce rapport démontre que la recherche en astronomie s'avère très importante pour l'ensemble de l'économie canadienne.



L'avenir de l'observatoire du Mont-Mégantic est compromis par la pollution lumineuse.

Photo La Tribune, archives

La pollution lumineuse menace l'Observatoire

Notre-Dame-des-Bois (RM)

On vient tout juste d'annoncer un investissement majeur de 4,7 millions \$ pour améliorer les infrastructures de l'Observatoire du Mont-Mégantic et le relier par fibre optique à l'ASTROLab, au pied de la montagne, qu'on craint déjà pour sa survie à cause de la pollution nocturne du ciel causée par l'éclairage artificiel des villes et villages des alentours.

Le ciel étant nettement plus lumineux qu'il ne devrait l'être, les performances du télescope de l'Observatoire s'en trouvent grandement dégradées.

«La luminosité du ciel, la nuit, a at-

teint un seuil critique, à ce stade-ci, et si elle devait encore augmenter, la rentabilité scientifique du télescope serait compromise», d'affirmer Yvan Dutil, dans une communication provenant de l'Université Laval, qui gère l'Observatoire astronomique du Mont-Mégantic avec l'Université de Montréal.

«Heureusement, on peut encore corriger la situation en éclairant mieux, de continuer M. Dutil. Par exemple, il est essentiel de contrôler la lumière émise avec des abat-jour afin de minimiser les pertes. Les vieux modèles de luminaires, conçus souvent avant la deuxième guerre mondiale, envoient jusqu'à 30 p. cent de leur lumière en direction du ciel, alors qu'on veut éclairer

le sol. En prime, en choisissant des luminaires plus modernes, on évite des problèmes d'éblouissements qui représentent une menace pour la sécurité routière.»

Surprenant qu'un lieu aussi isolé que le Mont-Mégantic souffre de pollution lumineuse, direz-vous! Il faut dire que les Québécois sont les champions de l'éclairage. Une analyse des images satellites DMSP de la US Air Force montre qu'en janvier 1997, la ville de Québec brillait autant que Paris, qui est pourtant la ville lumière! Les Québécois émettraient en moyenne de deux à trois fois plus de lumière par habitant que les Américains ou que les Européens, si on tient compte de la réflexion

de la lumière sur la neige. Les coûts associés à des systèmes d'éclairage inadéquats seraient évalués à 45 millions \$ par an pour l'ensemble du Québec.

Il n'y a pas que l'astronomie qui peut se plaindre de la pollution lumineuse nocturne. En effet, elle représente une menace supplémentaire pour les écosystèmes, en modifiant par exemple le comportement des oiseaux et des insectes. On n'a qu'à penser comment l'éclairage extérieur constitue un bon moyen d'attirer les moustiques!

La moitié de la pollution lumineuse provient de sources situées dans un rayon de 25 km de l'Observatoire, dans le cas du Mont-Mégantic. Malgré leur petite taille, les municipalités situées à proximité contribuent d'une manière importante à la pollution lumineuse. Pour ce qui est de Sherbrooke, sa contribution en brillance compte environ pour le tiers du total.

Peu de lumière provient du Sud où se trouve la frontière américaine. Les États-Unis ont pris conscience plus tôt

du problème. Six états, dont le Maine, et de nombreux comtés et municipalités, ont pris des mesures législatives pour minimiser la pollution lumineuse.

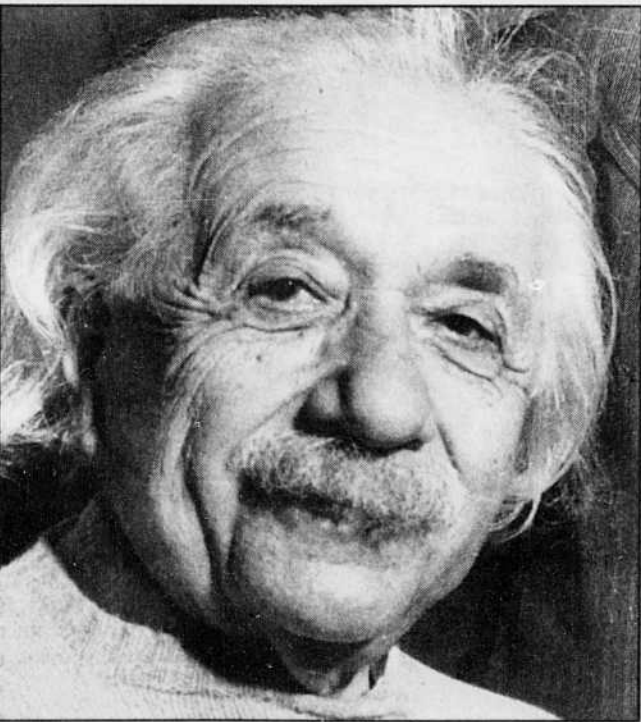
Les représentants des MRC du Granit et du Haut Saint-François travaillent actuellement à élaborer un plan d'action, en collaboration avec l'Observatoire et l'ASTROLab du Mont-Mégantic, ainsi que la Fédération des Astronomes amateurs du Québec.

Au Canada, d'autres observatoires, comme le David Dunlap et le Dominion Astrophysical Observatory bénéficient d'une protection légale minimisant la pollution lumineuse. On songe à faire bénéficier également l'Observatoire astronomique du Mont-Mégantic d'une telle législation.

«La principale qualité de la pollution lumineuse, c'est qu'elle n'a pas de persistance dans l'environnement. Après qu'on ferme l'interrupteur, elle s'en va à la vitesse de la lumière!», de conclure ironiquement Yvan Dutil.

À l'ASTROLab du Mont-Mégantic

Un hommage à Albert Einstein le fascinant



Albert Einstein

Notre-Dame-des-Bois (RM)

Vous plairait-il de rencontrer Albert Einstein lui-même, et d'avoir le loisir de le questionner autant sur ses théories scientifiques que sur les grands sujets qui ont marqué notre siècle: la question juive, le nazisme, la bombe atomique?

C'est à ce fabuleux programme que vous convie l'ASTROLab du Mont-Mégantic, cette fin de semaine. Du 4 au 6 septembre, vous pourrez effectivement rencontrer cet être exceptionnel que fut Albert Einstein (1879-1955), dans le cadre de l'hommage annuel que réserve l'ASTROLab à un grand scientifique, hommage qui prend l'allure d'un atelier très spécial, basé sur le divertissement et la vulgarisation.

Vous parcourrez ainsi les réalisations les plus importantes en physique théorique du maître de la Relativité. Il a aussi beaucoup contribué à la naissance et au développement de la mécanique quantique, la science de l'infiniment petit qui marqua une brisure avec la physique classique du XIXe siècle. Einstein avait une attitude esthétique face à la vie, autant de contemplation que de création, ce qui a rendu possibles des résultats qui étaient pourtant théoriques.

Sa large implication socio-politique dans les événements

marquants du XXe siècle a fait de lui un digne représentant des espoirs et déceptions de l'homme moderne.

Cette activité complètera la saison régulière de l'ASTROLab du Mont-Mégantic. Dès le 11 septembre et ce jusqu'au 10 octobre, le complexe astronomique ne sera ouvert aux visiteurs que les fins de semaine, de 11 h à 17 h, et en soirée les samedis, sur réservation seulement, de 20 h à 23 h.

À propos de la dernière éclipse totale du millénaire

Par ailleurs, l'ASTROLab présentera également une conférence toute spéciale sur l'éclipse solaire du 11 août dernier. Cette activité permettra aux intéressés de revivre en image et en musique ce majestueux spectacle, le 11 septembre prochain, à 14 h et 15 h 30.

La conférence fournira des explications détaillées sur le phénomène astronomique de l'éclipse, de même que des images saisissantes prises de France et du sommet du Mont-Mégantic. Ce sont Sébastien Gauthier, astrophotographe et envoyé spécial de l'ASTROLab en France pour l'éclipse, et François Chagnon, astronome et coordonnateur scientifique à l'ASTROLab, qui animeront cette conférence avec tout le talent de vulgarisateurs qu'on leur connaît.

Pour informations et réservations: (819) 888-2941.

VENEZ CUEILLIR
VOS POMMES
EN FAMILLE

la Pommalbonne

Venez voir la
mini-ferme
pour les
enfants



Les samedis
et dimanches,
charrette
tirée par des
chevaux.

Maïs sucré, pâtisserie maison,
tarte aux pommes, jus frais,
confiture maison et miel.

McIntosh • Melba • Lobo
Paulared

6291, ROUTE 147 COMPTON
835-9159

NOMINATION CoopTel



coop de télécommunication
5523, Chemin de l'Aéroport, C.P. 160
Valcourt (Québec) J0E 2L0
Tél. : (450) 532-3141 Téléc. : (450) 532-3147



Monsieur André Desmarais, président de CoopTel, est heureux d'annoncer que monsieur Michel Laurent s'est joint à l'entreprise à titre de directeur général.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, monsieur Laurent sera responsable de l'orientation stratégique des opérations dont le service local, les services interurbains, l'accès à l'Internet et les Solutions CoopTel.

De plus, il coordonnera le développement et la promotion de nouveaux produits et services, évoluant au rythme des besoins de la clientèle tout en contribuant à l'essor économique et social de la région. M. Laurent possède plus de 11 ans d'expérience en télécommunication; il a occupé différents postes de haute direction dont celui de vice-président exploitation chez Vidéotron Ltée et vice-président régional chez Médias inc. Fondée en 1944, CoopTel est la seule coopérative de télécommunication au Canada. CoopTel offre des services de téléphonie, de transmission de données et d'accès à Internet. Desservant plus de 6 000 clients, son réseau regroupe principalement les municipalités de Valcourt, Roxton Falls, Bonsecours, Lawrenceville, Orford et Racine. Son siège social est situé à Valcourt.

04068

1ère édition

3 au 6 septembre 1999

Sous la présidence d'honneur de M. Jean-Paul Lapointe

Pour plus d'informations;

Téléphone : (819) 879-6643 — Site internet : www.interlinx.qc.ca/~klaxon

Amateurs d'art et d'endroits pittoresques,
venez voir des peintures de tous les coins du Québec
à l'œuvre dans les rues de notre beau village.



04065



Opinions

Emploi-Québec baisse les bras: l'Éducation doit agir

La ministre d'État au Travail et à l'Emploi, Mme Diane Lemieux, accepte finalement de faire — sous la pression, devenue intenable, de l'opinion publique — ce que tout gouvernement démocratique se doit de faire: honorer ses engagements envers ses citoyens. Oh pardon! ses clients comme préfère les appeler Emploi-Québec. Les Centres locaux d'emploi (CLE), à travers la province, devraient bientôt



Monique Richard

disposer de 40 millions de dollars, pour donner suite aux engagements pris envers les 4800 sans-emploi que le gouvernement avait lâchement abandonnés pour atteindre ses objectifs budgétaires. Après tout, n'est-ce pas exactement ce que demandait la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)? Pas du tout!

Dans une lettre adressée à la ministre, le 19 août, le comité exécutif de la CPMT demandait l'autorisation de redéployer certaines ressources afin de libérer un montant de 20 millions. Il recommandait, en outre, «que soient réinvestis en mesures actives 20 millions des économies réalisées à la Sécuri-

rité du revenu.» Et le comité exécutif de préciser: «Ce montant représente seulement 10 % des économies réalisées depuis un an au régime, grâce à la baisse du nombre de ménages aptes au travail.» La Commission des partenaires demandait finalement de ne récupérer qu'une faible proportion des sommes retournées au Conseil du trésor. Or, la ministre n'injecte aucun argent neuf: le montant de 40 millions \$ qu'elle annonce est pris entièrement à même le budget actuel.

Outre les 4800 personnes dont la ministre vient tout juste de régler le sort, des centaines de personnes sans-emploi sont en attente d'une aide gouvernementale depuis le mois d'avril dernier. Ces personnes n'obtiendront pas le soutien financier nécessaire à leur retour aux études. Quant aux autres qui se présenteront dans les centres locaux d'emploi (CLE) cet automne, il n'est pas difficile d'imaginer la réponse qu'ils obtiendront des fonctionnaires. Une invitation aux «clients» à végéter plutôt qu'à s'inscrire dans une démarche dynamique de réinsertion professionnelle.

Croyance répandue

Le choix des programmes de formation comme principale cible des compressions est révélateur d'une croyance de plus en plus répandue au sein de la structure d'Emploi-Québec. Cette croyance veut que les mesures actives liées à la formation soient moins efficaces que les autres mesures favorisant l'intégration à l'emploi. Bien sûr, la qualification professionnelle n'offre pas une garantie absolue de réinsertion sur le marché du travail et Emploi-Québec doit continuer de soutenir d'autres types de mesures actives. Par contre, l'amélioration de la formation est une condition essentielle pour le retour sur le marché du travail de milliers de personnes sous-qualifiées. C'est d'ailleurs parce qu'ils ont compris cela que les sans-emploi se dirigent en masse vers les centres de formation et les cégeps.

Au lieu de se désoler en public du trop grand nombre de sans-emploi qui souhaitent retourner aux études, la mi-

nistre devrait plutôt s'en réjouir et leur fournir l'aide essentielle dont ils ont besoin plutôt que faire obstacle à leur détermination. La situation actuelle illustre l'incapacité du gouvernement de remplir ses propres obligations envers ceux pour qui le retour aux études résulte d'une démarche volontaire. Et dire, qu'il y a quelques mois à peine, le gouvernement tentait, par tous les moyens, d'imposer des parcours obligatoires à certains prestataires...

Et ce n'est pas tout! La ministre annonce un recentrage de la mission d'Emploi-Québec vers les programmes courts de formation. Tant pis pour les plus démunis qui ont souvent besoin d'une formation de base avant de pouvoir se qualifier professionnellement! Emploi-Québec va donc se concentrer sur les «clients» les plus faciles à réintégrer sur le marché du travail, ceux qui comptent déjà parmi les mieux formés. Ce sera meilleur pour les statistiques et ça coûtera moins cher, du moins en apparence. La ministre a expliqué publiquement qu'Emploi-Québec ne pouvait répondre à tous les besoins de formation de la main-d'œuvre. Après tout, le ministre de l'Éducation ne devrait-il pas faire son travail en matière de formation de base? Et puis, le régime de prêts et bourses n'est-il pas toujours là pour répondre aux besoins? Diane Lemieux a cependant omis de rappeler que, depuis l'énoncé de politique de 1984 en éducation des adultes, le ministère de l'Éducation est cantonné dans un rôle passif de fournisseur de services: les budgets et les ressources humaines ayant graduellement été transférés aux différents ministères de la main-d'œuvre. Depuis ce temps, le MEQ n'a même plus les moyens de remplir son mandat pourtant fondamental en formation de base des adultes.

Cela explique, sans doute, le silence inquiétant dans lequel se terre le ministre François Legault. Il n'a tout simplement pas l'argent nécessaire pour répondre à l'invitation spontanée de sa collègue ministre du Travail et de l'Emploi. Pendant ce temps, les «clients» référés par la ministre au MEQ n'auront-ils d'autres choix que de se faire couper leur prestation d'assurance-emploi et

de sécurité du revenu en retournant à plein temps aux études, ou encore de s'endetter pendant de longues années avec le régime de prêts et bourses? A moins qu'ils ne décident de s'enliser dans la dépendance de l'aide publique en désespoir de cause. Jamais la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) ne cautionnera une telle politique qui n'a rien à voir avec le revirement annoncé dans les politiques de main-d'œuvre suite au rapatriement des fonds fédéraux.

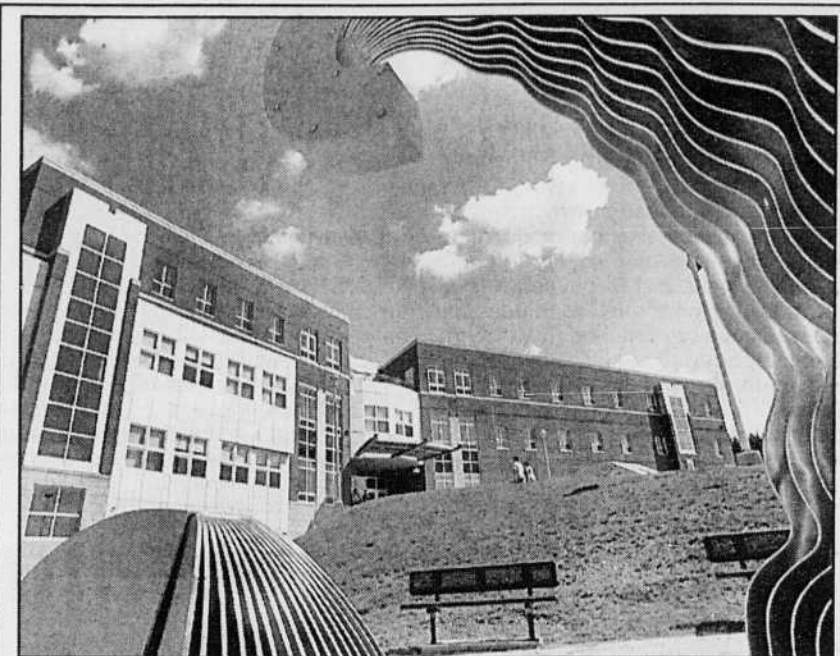
Un homme d'action?

Au moment où la ministre Lemieux baisse les bras devant l'ampleur de la tâche et au moment où le gouvernement s'apprête à redéfinir sa politique en formation continue, le ministre de l'Éducation a l'occasion de démontrer

qu'il est bien l'homme d'action qu'il prétend être. Il doit affirmer, sans équivoque, le leadership de son ministère en éducation des adultes et exiger les moyens nécessaires à l'exercice de cette mission fondamentale de tout État moderne. Si Emploi-Québec doit continuer de répondre aux besoins pour lesquels il a été créé, il est indéniable que le ministère de l'Éducation doit prendre ses responsabilités en éducation des adultes et s'impliquer davantage.

En attendant, les «clients-citoyens», déçus et floués par le système, se cherchent un ministre qui voudra bien leur venir en aide pour les appuyer dans leur démarche de formation.

Monique Richard
présidente de la CEQ



Martin BLACHE

La photo de la semaine

Qui a dit qu'il était impossible de présenter une vue artistique d'un édifice? Le photographe Martin Blache prouve le contraire avec ce cliché de la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke.

La francophonie et l'esclavage

Par Fabien Leboeuf,
directeur général
Développement et Paix

Voici un sujet qui ne sera pas à l'ordre du jour du Sommet de la francophonie qui se tient présentement à Moncton: l'esclavage. Oui, l'esclavage!

Cette pratique est loin d'avoir disparu. Développement et Paix vient de publier un rapport (voir notre site www.devdp.org) à ce sujet avec Anti-Slavery International.

La traite des enfants semble avoir fortement augmenté ces dernières années en Afrique de l'Ouest. La majorité des enfants viennent du Bénin et du Togo. Ils sont emmenés au Cameroun, au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Nigeria. Au Bénin, traditionnellement, on plaçait des enfants chez des parents en échange d'une somme d'argent. L'enfant aidait la famille hôte aux travaux agricoles jusqu'à ce que la somme soit remboursée. C'était déjà une pratique assez proche de l'esclavage, mais elle était encadrée.

Cette pratique a maintenant engendré la traite des enfants d'un pays à l'autre par des profiteurs qui exploitent la pauvreté de leurs parents.

Les enfants ne revoient plus leur famille, ils sont souvent maltraités et travaillent du petit matin jusqu'à tard dans la nuit. Ils ne reçoivent aucun salaire puisqu'ils ont une «dette» envers le trafiquant - qui a payé les frais de transport, la nourriture et les vêtements - ou la personne à qui ils finissent par être vendus. Et ils n'ont évidemment aucun recours possible. En 1987, les autorités du Bénin ont découvert 400 enfants à bord d'un navire qui devait partir pour d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement s'est contenté d'interdire au navire en question de revenir faire escale dans le port.

En Haïti, 200 000 enfants - la plupart sont des filles - sont «placés» comme domestiques. On les appelle en créole les *restavek* (restent avec). Elles ne touchent aucun salaire, ne vont pas à l'école et beaucoup d'entre elles subissent toutes sortes de violences. Ceci même si le code du travail

stipule qu'aucun enfant de moins de 12 ans ne peut être confié à une famille comme domestique.

Autre forme d'esclavage: l'esclavage ancestral. En Mauritanie, le gouvernement a adopté plusieurs lois abolissant officiellement l'esclavage et on ne voit plus de «marché aux esclaves», mais on estime que 400 000 Africains noirs servent toujours comme esclaves - officiellement ou non - leurs maîtres berbères et maures.

Voici ce que les gouvernements pourraient faire:

- les pays touchés par la traite des enfants doivent s'efforcer d'instaurer des mécanismes pour empêcher le trafic des enfants d'un pays à l'autre et informer le public des dangers de la traite;

- le gouvernement haïtien devrait, entre autres, s'assurer que son code de travail soit respecté et que les enfants puissent aller à l'école;

- le Canada, quant à lui, pourrait appuyer financièrement la recherche et des programmes visant à contrer ce phénomène.

Image informatique

Nos médias font état depuis l'an passé du retard des PME d'ici sur Internet. De nombreux appels à la mobilisation passent dans le vide. Sherbrooke désire un CDTI? Personne n'y investit un sou. Quand un sondage de Bell décrie notre retard, notre commissaire industriel répond que si les entreprises d'ici n'investissent pas dans l'infrastructure, c'est que les occasions d'affaires y manquent.

En règle générale, un consultant se fait payer pour ses services. Qu'une PME de Montréal, de Québec ou d'ailleurs veuille un site Web, on lui refait une facture. Une bonne facture. Ainsi les consultants peuvent payer leur loyer, leurs employés et même se tenir à la page en suivant des formations poussées. Depuis nos débuts à Sherbrooke, plusieurs nous ont offert en échange de nos services:

- a) du placement médias;
- b) des billets de ski, de cinéma, etc.;
- c) du gibier (c'est pourtant vrai);
- d) des abonnements sportifs...

Nous venons d'ailleurs de perdre un client intéressant, qui a réussi à trouver

des jeunes pour leur faire un site en échange de... vêtements. C'est peu dire.

Développer des technologies de pointe représente une des activités les plus coûteuses: formation, équipement informatique, connexions rapides. Si les entreprises et organisations d'ici persistent à trouver des étudiants, des personnes sans emploi pour créer du contenu sur Internet, la démarche sera un échec, parce que ces personnes n'auront pas les moyens d'être à la page.

De plus en plus, les gens d'ailleurs se font de nous l'image que nous projetons sur le Web. C'est pourquoi nous trouvons désolant que cette image n'en soit pas une de professionnalisme, de dynamisme, mais une d'économie de moyens et d'ambitions modestes.

Un grand merci par ailleurs aux quelques clients qui nous encouragent depuis nos débuts et qui paient pour nos services. Nous pouvons affirmer sans timidité qu'ils en ont et en auront encore davantage pour leur argent.

Yan Robert
Président
La Toile Sherbrookoise

Notre système de santé survivra-t-il?

Le Canada s'apprête à entrer dans le nouveau millénaire avec un système de santé affecté d'un manque d'appareils de haute technologie et une sous-capitalisation débilissante. L'Association canadienne des radiologistes (CAR) dénonce cette situation et exhorte le gouvernement fédéral à s'attaquer immédiatement à ce problème.

Selon des études portant sur nos politiques publiques, la quantité et la qualité de nos soins de santé sont en régression. Parmi les principales causes, citons la rareté des équipements de diagnostic de haute technologie et l'insuffisance de nos ressources humaines spécialisées. Les impacts sur les Canadiens et les Canadiennes sont nombreux, à commencer par les délais avant de pouvoir consulter des médecins spécialistes, délais qui compromettent la santé des patients. De plus, la rareté des équipements et l'insuffisance de nos médecins spécialistes ont des effets négatifs sur la qualité des diagnostics et sur celle des traitements.

Le Canada: dernier de classe

Les statistiques sont révélatrices. Des études faites par l'Association canadienne des radiologistes et le Fraser Institute nous apprennent que le Canada arrive au cinquième rang des pays qui consacrent le plus d'argent à leur système de santé. Pourtant, il figure

re parmi les pays qui disposent du moins grand nombre d'appareils de diagnostic de haute technologie, ce qui a pour effet d'en rendre l'accessibilité problématique. Dans les faits, le Canada fait figure de pays du tiers monde en ce qui a trait à la quantité de ses équipements tels les appareils d'imagerie par résonance magnétique (MRI), de tomographie axiale par ordinateur, d'ostéodensitométrie et de *Position Emission Tomography*. À ce chapitre, le Canada se classe derrière la Corée, l'Islande, le Portugal et la République tchèque. Pour certains types d'appareils, la situation est encore plus critique. Le Fraser Institute a démontré que l'accès aux appareils d'imagerie par résonance magnétique se détériore à comparer à d'autres pays de l'OCDE tels l'Australie, la France, les Pays-Bas et les États-Unis.

Une autre étude, publiée dans le *British Medical Journal*, a également révélé que le Canada possède le moins grand nombre d'appareils de densitométrie osseuse de tous les pays industrialisés. Ces appareils permettent de détecter l'ostéoporose, une maladie qui affecte surtout les femmes et qui est en croissance en raison du vieillissement de notre population.

Le Fraser Institute nous apprend également que nos hôpitaux universitaires sont équipés d'appareils désuets (en usage depuis 8 à 12 ans) et lents, dont la fiabilité est pour le moins aléa-

toire. Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que la qualité des diagnostics n'est pas optimale, ce qui n'aide en rien à raccourcir les listes d'attente. Ne pas rajeunir nos équipements ne peut que nous conduire à une catastrophe. En se basant sur les prévisions actuelles de remplacement, nous pouvons affirmer que les hôpitaux universitaires devront se satisfaire des équipements qu'ils possèdent pendant encore 100 ans.

À court de spécialistes

Le Canada accuse non seulement un déficit technologique, il fait face à une pénurie de radiologistes. Selon les normes du gouvernement fédéral, il doit y avoir un radiologiste pour servir une population de 13 000 habitants. À l'heure actuelle, nous sommes en deçà de cette norme. C'est ce que révèle une étude commandée par la CAR. De plus, nous nous éloignons encore plus de la norme du gouvernement fédéral. Il n'y a tout simplement pas assez de radiologistes en formation dans les universités. Si nous voulons garantir aux Canadiens et aux Canadiennes de répondre adéquatement à la demande de services radiologiques dans les années à venir, il nous faut immédiatement augmenter le nombre de candidats en formation de 72 à 100 par année. Et ce ne sera peut-être pas assez. En effet, plus une population vieillit, plus la demande pour des examens

radiologiques augmente. Or, le nombre de Canadiens âgés de 65 ans devrait connaître une croissance de 63 pour cent au cours des prochaines années.

Le temps d'agir

La situation a atteint un point critique. Des Canadiens et des Canadiennes doivent se rendre aux États-Unis pour se faire traiter. Les coupures dans notre système de santé ont malheureusement eu des effets négatifs sur la qualité des soins et sur l'espérance de vie des citoyens.

Maintenant que les finances du pays sont plus saines, nous devons nous attaquer aux problèmes de notre système de santé. Un sondage pancanadien confirme que la population souhaite que le gouvernement investisse une part importante du surplus budgétaire dans la santé. C'est une priorité indiscutable. Injecter des fonds dans la santé, plus particulièrement dans les ressources humaines et dans les équipements, doit être considéré comme un investissement qui rapportera à long terme.

Plusieurs études le démontrent clairement. L'une d'elles, faite par le Fraser Institute, a conclu que la baisse de la mortalité due aux maladies coronariennes est le résultat de traitements spécialisés et du recours à des équipements de haute technologie. En fait,

en Occident, le déclin des maladies coronariennes au cours des 40 dernières années est en partie attribuable à des percées technologiques.

Il est urgent d'agir. Le gouvernement fédéral doit absolument faire en sorte que le Canada entame le troisième millénaire avec un système de santé... en parfaite santé. L'Association canadienne des radiologistes exhorte tous les leaders politiques à revoir le système de paiements de transferts, à créer de nouveaux postes de résidents en radiologie et à accroître le financement des hôpitaux.

L'Association convie toutes ses sections provinciales et les titulaires de chaires universitaires en radiologie à participer à un Forum national qui se tiendra au mois de février de l'an 2000. L'Association insiste pour que le gouvernement fédéral y délègue des représentants qui participeront à l'identification de solutions aux problèmes qui affectent notre système de santé.

Ce Forum, j'en suis certain, sera la première étape d'un processus qui nous permettra de résoudre la crise dans notre système de santé.

J. W. Radomsky MD, FRCPC, FACP
Président
Association canadienne
des radiologistes

BILAN D'UN SIÈCLE QUI S'ACHÈVE

De la société de consommation au chômage de masse



Julio RODRIGUEZ

Henry Ford disait, au début du XXe siècle, qu'il ne voulait pas produire des automobiles uniquement pour les riches. Et au lieu de lancer sur le marché quelques milliers de véhicules à un prix très élevé, il a tout fait pour vendre des centaines de milliers (plus tard des millions) de véhicules en Amérique, la devise étant: une auto par chaque famille américaine.

Ford - un visionnaire - a entrevu la société de production de masse qui se développerait au cours du XXe siècle.

Taylor, un ingénieur américain au cours des années 10, énonce quelques idées fondamentales à ce sujet et fera un apport considérable à la création de cette société de production. L'industrie se développera en fonction de la chaîne de montage et du travail à la chaîne, celui-ci étant basé sur des actes répétitifs. L'administration se séparera de l'usine et le travail manuel du travail intellectuel. Au début des années 20, la production de masse est une réalité, le travail humain change, l'usine concentrée

se développe et pose les ciments de la société moderne. Elle est urbaine et axée sur l'industrie et les services.

Toute société de production a besoin d'une société de consommation et celle-ci dépend du politique, c'est pourquoi le président Franklin D. Roosevelt, au cours des années 30, a proposé aux Américains un "New Deal", un contrat social dont le but principal était de créer une demande solvable. L'idée était simple: le gouvernement doit être la pièce maîtresse de cette société de consommation puisque ce sont les consommateurs qui font tourner la machine économique. Bref, au lendemain de la Grande Dépression de 1929, il était question de remettre l'Amérique au travail et de donner de l'argent même à ceux qui étaient exclus de ce marché.

État-providence

Ces idées sous-tendent la création du "Welfare State" aux États-Unis et de l'état Providence au Canada. L'état intervient énergiquement sur l'économie et les finances, stimulant la demande solvable. De grands travaux publics sont entrepris, les conventions collectives de travail prennent de l'ampleur, des systèmes de santé et de services sociaux sont mis sur pied et l'éducation se développe à tous les niveaux.

Au Canada, cette tendance explique la création des grands programmes de travaux publics et sociaux. Tout semblait possible en matière de développement économique: construction d'autoroutes, d'édifices gouvernementaux, d'aéroports, de réacteurs atomiques et d'aérospatial mais aussi, la mise sur pied de l'assurance chômage, de l'assistance sociale, de l'assurance maladie et toute une panoplie de politiques sociales qui contribuèrent au développement social. Le Canada devient l'un des sept pays les plus industrialisés au monde; du point de vue social, il se classe comme étant le pays numéro un en termes du développement humain.

La société de consommation de masse développée à partir des années 40 voit descendre le taux de chômage, en moyenne, à 4 % de la main-d'œuvre disponible tandis que le progrès industriel vient surtout du côté de la recherche et du développement. Mais, après avoir atteint son plus haut niveau au cours des années 60, les "Trente glorieuses années du capitalisme" prennent fin vers la moitié des années 70.

Depuis les années 80, le "modèle" anglo-saxon, inspiré du courant néolibéral, encensé par l'Organisation de coopération et de développement éco-



Photo AP

Au fil des dernières années, le tissu social ne cesse de se détériorer, conséquence du fossé toujours plus grand entre riches et pauvres. Cette constatation engendre des flambées de violence provoquées par des individus qui ne peuvent plus supporter l'inertie de leurs dirigeants.

nomiques (OCDE), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international (FMI), s'impose. De ce fait, au cours des années 90, le tissu social se désagrège partout au monde. Le travail se transforme. Il devient flexible, de courte

durée, déprotégé. L'emploi est plus rare que jamais. Une tendance très dure s'installe: le prochain millénaire s'ouvre sur un fond de chômage de masse.

La richesse répartie sous une autre forme

On ne peut plus parler de crise de production et tenir celle-ci responsable du chômage de masse. La preuve: en France, entre 1975 et 1995, le PIB a augmenté de plus de 70 %, tandis que le nombre des chômeurs a été multiplié par cinq; le nombre des exclus par dix. Ce qui est nouveau, c'est la forme de répartition de la richesse sociale et du pouvoir économique et financier. Le progrès technologique, étant mis au profit de ceux qui dirigent l'économie, détruit plus d'emplois qu'il n'en crée, tandis que l'économie capitaliste de marché est incapable de régler l'abondance.

L'informatisation accélérée des moyens de communication encourage l'enrichissement exagéré de petites minorités et entraîne la précarité des conditions de vie de la majorité des citoyens. La tendance est lourde: le capital impose la flexibilité des travailleurs, la délocalisation des entreprises et leur concentration gigantesque sous la forme de monopoles ou d'oligopoles. Ceux-ci déterminent à leur tour leurs propres conditions de travail et d'emploi.

Données maquillées

L'état manipule les données et essaie de masquer le nombre réel de chômeurs. Au Canada, on ne tient pas compte de tous ceux qui - n'étant pas chômeurs ou assistés sociaux - se trouvent exclus du marché de travail. Au Royaume-Uni, l'adoption d'un nouveau système de comptabilisation des demandeurs d'emploi a fait "décroître" plus de 500 000 chômeurs non comptabilisés et le taux de chômage du 5 % de la population active est ainsi passé au 7 %. Seuls étaient pris en considération les bénéficiaires d'allocations et non la totalité des chômeurs dont le mode de dénombrement fut modifié 32 fois par les gouvernements conservateurs entre 1979 et 1997. Les statistiques ne tiennent pas compte des jeunes de moins de 17 ans, des personnes de plus de 55 ans et des chômeurs en arrêt

de travail de longue durée (Le Monde Diplomatique).

Les chiffres officiels ne font généralement pas état du travail à temps partiel que les travailleurs sont obligés d'accepter. Aux États-Unis, les travailleurs à temps partiel représentent 3 % de la population active. Au Royaume-Uni, 10 % des femmes et 25 % des hommes employés à temps partiel veulent l'être à temps complet; ce chiffre monte à 40 % aux Pays-Bas. Le travail à temps partiel, moins bien rémunéré, s'est multiplié en quinze ans. Il représente 25 % de l'emploi total au Royaume-Uni; 18 % aux États-Unis, 15,8 % en France.

Mondialisation

Ces tendances prouvent vers la fin des années 90 que la transformation des systèmes de production et financiers se trouve étroitement liée à la mondialisation de l'économie, des marchés, des finances et de l'idéologie qui domine partout: stimuler l'économie du côté de l'offre, changer l'état - privatiser ses entreprises et réduire sa participation dans l'économie - comprimer le coût du social et privilégier les valeurs culturelles axées sur l'individualisme.

Le marché et le libre échange entre les pays règnent en maître. Le travail se transforme. L'emploi n'est plus une priorité pour l'état. Le travail au noir et le secteur informel de l'économie s'étendent, ce qui soulève des résistances surtout des communautés locales.

La révolution technologique a changé la nature du travail, le discours des syndicats et des partis politiques, la pratique professionnelle en matière de protection de santé, de bien-être social et d'éducation. Vers la fin des années 90, le mot d'ordre venant de l'état est la rentabilisation des services. Ce fait, combiné avec la révolution informatique, change la signification du travail et la structure de l'emploi.

L'emploi et les politiques sociales en situation de crise

Les politiques sociales, chômage, assistance sociale, éducation, programmes sociaux spéciaux adressés aux catégories sociales les plus défavorisées et d'autres, ont une étroite relation avec la structure de l'emploi.

Elles constituent un ensemble de mesures étatiques visant la paix sociale qui permettent la reproduction de la force de travail et l'équilibre entre les stratégies revendicatives des travailleurs et les stratégies de pouvoir du capital. Partout au monde, ces rapports entre politiques sociales et emploi se trouvent aujourd'hui en situation de crise.

Les politiques sociales ont une fonction humanitaire. Elles visent à donner des garanties à chaque personne que dans toutes les circonstances,

elle pourra être assurée de vivre dans des conditions satisfaisantes, autant pour elle que pour les personnes à sa charge.

Mais, il y a actuellement un conflit ouvert entre cette idéologie qui soutient les politiques sociales et l'action de l'état. Les mouvements sociaux - femmes, jeunes, pauvres, homosexuels et d'autres catégories sociales - se battent pour la défense de leurs droits et revendiquent des politiques sociales adressées aux chômeurs, aux assistés sociaux et à plusieurs groupes sociaux en détresse. Les questions liées au travail et l'emploi demeurent au centre de ces débats.

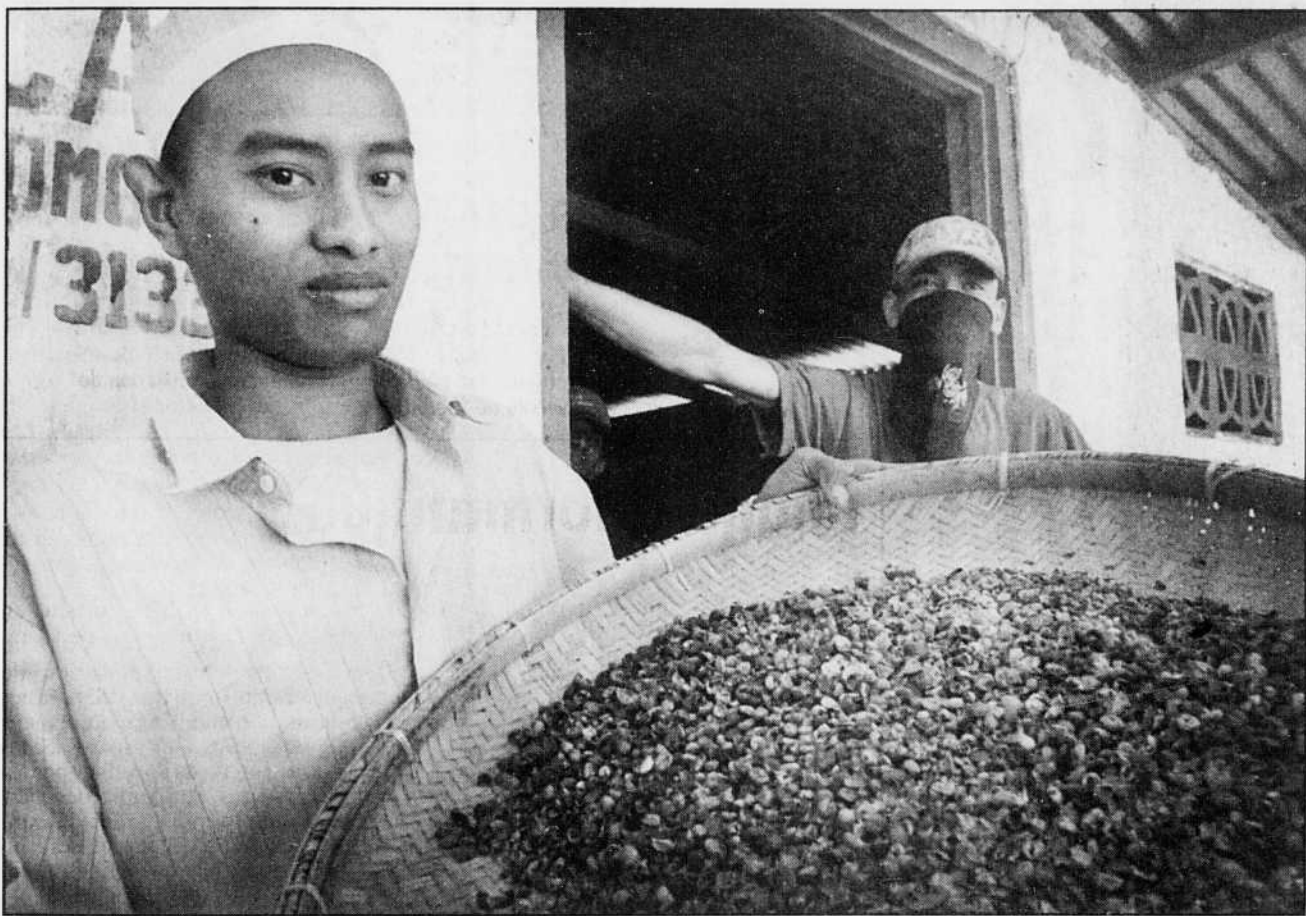


Photo AP

Partout sur le globe, la répartition de la richesse n'est pas encore atteinte. Des travailleurs du café du Brésil et d'ailleurs dans le monde continuent d'être victimes d'exploitation au profit de grandes sociétés qui accumulent des fortunes.

Les jeunes ont un défi de taille: l'exclusion

L'état néo-libéral, émergeant des cendres de l'état-providence, est accompagné d'une cohorte d'inégalités sociales, d'extension du chômage, d'élargissement de l'assistance sociale, de profonds bouleversements en matière de travail, d'éducation, de bien-être social et de culture.

Il élargit ainsi ce phénomène de l'exclusion des jeunes du marché du travail. D'ailleurs, ces jeunes devront relever un défi de taille: la solution aux problèmes créés par les dettes gigantesques dont ils héritent mais qu'ils n'ont pas contractées. Celles-ci furent créées en fonction d'un type de développement qui ne leur convient plus.

Écarts

Ces jeunes subissent ainsi les écarts existant entre riches et pauvres au Nord et au Sud de la planète. Le clivage entre les pays du Nord et du Sud fait qu'en Afrique, en Amérique latine, en Asie, mais aussi en Europe, des millions de jeunes connaissent une réalité de famine, d'exil et de désespoir, comme l'illustre le cas de la Somalie, du Rwanda, de l'Afghanistan, d'Haïti, de l'ancienne Yougoslavie et de bien d'autres pays.

Ce désordre économique repose sur le système capitaliste qui, lui aussi, est devenu un fait mondial. Au seuil du XXIe siècle, le monde est une unité, un système global où les différentes composantes économiques se trouvent en constante corrélation. Les ouvriers du cuivre au Chili et du café au Brésil, les pêcheurs espagnols et portugais, les techniciens en électronique en Amérique du Nord, les travailleurs de la ban-

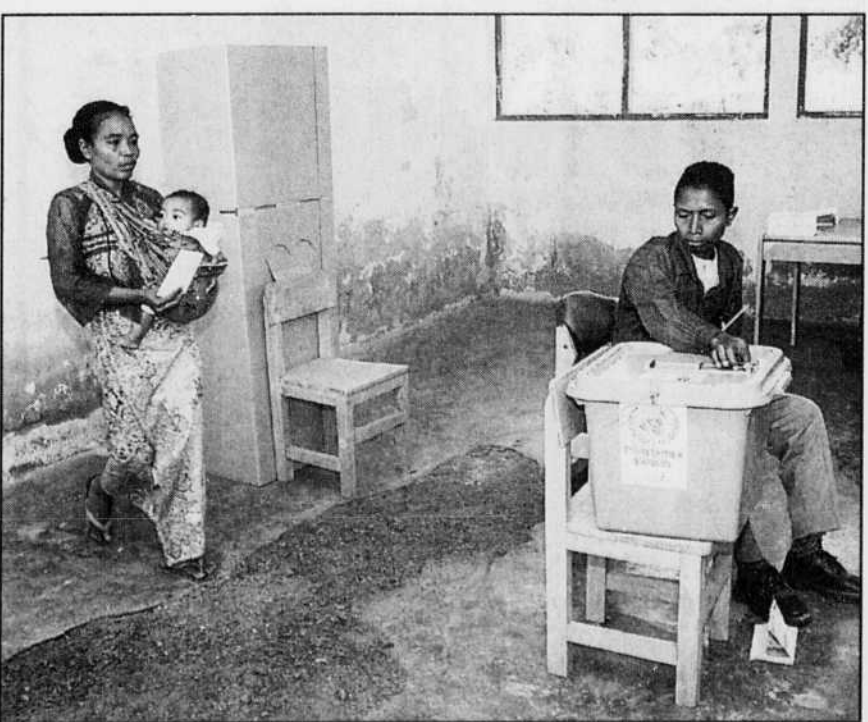


Photo AP

De plus en plus de jeunes couples subissent le clivage entre riches et pauvres. Cette disparité entre les classes, attribuable au néo-libéralisme, se remarque autant partout. Autant en Amérique du Nord, qu'en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

que au Japon, les salariés des "maquiladoras" (ces grandes usines d'assemblage opérant sur la base des bas salaires au Mexique, au Salvador et ailleurs en Amérique centrale), savent aujourd'hui que la globalisation de l'économie et des finances touchent de plein fouet le secteur du travail. Des millions de personnes, confrontées avec ces réalités, se révoltent. De vio-

lents remous sociaux viennent d'agiter l'Indonésie, la Russie et les pays de l'Asie centrale.

Entre-temps, les économies industrialisées veulent élargir leurs marchés. Mais les hauts niveaux de productivité qu'elles ont atteint leur font trouver d'énormes difficultés à écouler une production de plus en plus sophistiquée.

Quels visages religieux prendra l'école?



Pierre
ST-JACQUES

Sherbrooke

Quels visages religieux peut-on en-trevoir pour l'école publique québécoise de demain? La question est non seulement importante mais brûlante d'actualité.

Dossier chaud s'il en est un, le **Rapport Proulx** sur la place de la religion à l'école a enclenché toute une série de réactions, le printemps dernier et promet d'intenses débats à l'aube de l'automne.

Les principales recommandations du rapport invitent le Gouvernement à se défaire des structures confessionnelles existantes et à remplacer l'enseignement religieux par l'enseignement culturel des grandes religions et, ceci, dès le primaire.

Le document servira de base pour la Commission parlementaire qui entamera ses audiences le mardi 21 septembre prochain.

Ce qui en découlera pourrait avoir un impact drôlement important sur l'éducation chrétienne.

Les gens sont invités à exprimer leur opinion auprès des instances gouvernementales avant que celles-ci ne prennent position et ne légifèrent à ce sujet.

Important débat en cours: des moyens pour s'exprimer

Il importe d'informer la population des enjeux de ces décisions et de l'import-

tance de faire connaître son point de vue, particulièrement si elle croit à la pertinence de l'enseignement religieux à l'école pour les jeunes.

Divers moyens sont à la disposition des gens pour s'exprimer.

Les groupes qui le souhaitent ont jusqu'au 13 septembre pour faire parvenir un mémoire au secrétaire de la Commission de l'éducation, M. Grégoire Mathieu, Édifice Honoré-Mercier, bureau 3.29, Québec, Qc, G1A 1A3.

VIE RELIGIEUSE

Le Service diocésain de la pastorale scolaire dispose de cartes postales pré-adressées, un modèle pour les enfants et un pour les adultes, dans le but d'encourager une prise de parole par une plus grande partie de la population. Les gens pourront exprimer en quelques mots leur opinion.

Puis vient la tenue d'une journée d'information et de réflexion.

Le Colloque du jeudi 9 septembre 1999

Le jeudi 9 septembre prochain, se tiendra à l'Hôtel Delta de Sherbrooke un Colloque sur la place de la religion à l'école.

Parainé par l'Archidiocèse de Sherbrooke en collaboration avec la Direction régionale de l'éducation, la Table de concertation protestante de l'Estrie et des professeurs de l'Université de Sherbrooke, le Colloque vise à sensibiliser la



Mme Ginette Aubert-Beaucher, directrice diocésaine de l'éducation chrétienne en milieu scolaire.

population à l'importance de participer au débat pour l'informer des enjeux et répondre à ses questions.

On a divisé la journée en trois parties: le matin, de 9 h à 12 h, on fera l'exercice d'appropriation des recommandations du rapport Proulx; l'après-midi, de 13 h 30 à 16 h 30, il y aura conférences et échanges avec Mme Élisabeth Landry, spécialiste en sciences de l'éducation et M. Jacques Tremblay, professeur de l'Université de Sherbrooke; en soirée, de 19 h à 21 h, de nouveaux échanges et conférences avec cette fois M. Guy Côté, président du Comité catholique et M. Glen Smith, Table de concertation des églises protestantes.

«Ce sera une belle occasion d'exercer son droit de parole, de participer à un débat important, de trouver des modèles et il n'est pas question de manipuler mais bien d'exprimer. L'important est de ne pas rester des acteurs passifs mais d'écouter, d'exprimer et de réagir» ont expliqué Mme Ginette Aubert-Beaucher, directrice diocésaine de l'éducation chrétienne en milieu scolaire, M. Jean Desclos, professeur à l'Université de Sherbrooke et M. Denis Grenier, porte-parole pour la Table de concertation protestante de l'Estrie.

Apporter une formation intégrale

Les trois intervenants que *La Tribune* a rencontrés mentionnent que présentement les parents se fient beaucoup sur l'école pour l'enseignement de la culture chrétienne.

Avec les recommandations que l'on retrouve dans le **Rapport Proulx** ce rôle reviendra aux parents et aux églises. Pour utiliser une image, a mentionné Mme Ginette Aubert-Beaucher, on pourrait ajouter qu'en tant que parents, on apprend aux enfants à s'exprimer, à parler français mais c'est à l'école qu'ils apprendront à le maîtriser, le conjuguer, le parfaire.

«L'enseignement religieux, l'enseignement de la foi chrétienne qui fait partie de la culture de la majorité du peuple québécois vise à apporter une formation intégrale aux jeunes. Le jeune fera de ce bagage ce qu'il veut» opinera M. Jean Desclos.

L'initiation sacramentelle, la pratique religieuse se fera ailleurs qu'à l'école.

Mais l'enseignement religieux fait partie d'une identité première au même titre que l'on est issu d'un milieu, d'une culture, d'une langue dans un esprit d'ouverture aux autres. «Il ne faut pas se le cacher: un enseignement religieux de type confessionnel, ça tient la route. On a l'impression qu'avec le **Rapport Proulx**, c'est un grand coup qui est donné: on change de siècle, on change de modèle. L'enseignement religieux, il ne faut pas l'oublier, est un élément structurant de la personnalité du jeune» plaidera M. Desclos.

M. Denis Grenier fait part de la réflexion suivante: «Au moment où les protestants francophones bénéficient pour la toute première fois d'un cours d'enseignement religieux conforme à leurs convictions, voilà que le **Rapport Proulx** sur la place de la religion à l'école est déposé. Cette étude commandée propose un tout nouveau modèle pour assurer la transmission de la culture religieuse en tenant compte du pluralisme religieux et culturel qui est une caractéristique grandissante de la société québécoise. Si l'étude est bien documentée et bien défendue, elle soulève cependant beaucoup de questions pour les parents chrétiens: le modèle, pour vertueux qu'il soit sur papier, convient-il à notre environnement scolaire? Est-il respectueux de l'expression chrétienne qui est encore un fait de la majorité, toutes confessions confondues? Quel impact aura-t-il sur nos enfants et les valeurs véhiculées dans leur environnement scolaire? Quelles en seront les retombées sur la société de demain? Les chrétiens seront-ils désormais marginalisés?»

Il estime que ces questions méritent d'être étudiées et discutées avant de se lancer à corps perdu dans l'aventure. «La communauté protestante francophone, ajoutera-t-il, ne croit pas qu'une étude technique, fut-elle menée de main de maître, puisse se substituer à l'expression de la communauté.»

D'où l'importance du mini-colloque du 9 septembre pour s'informer, débattre ensemble des enjeux et finalement faire entendre sa voix. M. Grenier rappelle toutefois que ce mini-colloque ne doit pas devenir une tribune pour permettre à des groupes religieux organisés de réclamer le simple maintien du système actuel.

«Si l'enseignement religieux à l'école doit se réformer et s'adapter aux nouvelles réalités culturelles, il devra cependant le faire dans le respect des vœux exprimés par l'ensemble des parents et des intervenants du milieu scolaire. Ainsi pourrions-nous bâtir une école qui nous ressemble et qui soit le plus possible respectueuse de nos convictions.»

Mme Ginette Aubert-Beaucher soulignera que chaque région du Québec a sa couleur. Dans plusieurs endroits de la province, des parents ont fait part dans de très fortes proportions qu'ils étaient pour l'enseignement religieux à l'école.

Doit-on, ajoutera-t-elle, aplanir tout le Québec en prenant Montréal comme modèle?

On échangera beaucoup ces jours-ci et surtout le jeudi 9 septembre. On invite les gens intéressés à s'inscrire au 563-9934, poste 106, tout en se rappelant que le succès d'un changement résulte des nuances apportées dans la mise en place de la nouvelle structure.

Faut en parler et se parler, comme le veut l'expression.

La Cadillac des grandes finales.

Profitez de la Cadillac des événements avant le 30 septembre.
L'incomparable événement Cadillac tire sa révérence.

La nouvelle Cadillac Seville STS 1999 est joliment équipée : légendaire système Northstar incluant un moteur de 4,6 L V8 à DACT de 300 HP, boîte automatique à 4 vitesses avec système de passage à commande algorithmique, indispensable système StabiliTrak^{MD} à suspension sensible à la route, traction asservie intégrale électronique, sièges en cuir chauffants à l'avant et à l'arrière, freins antiblocage à disques aux 4 roues assortis de capteurs électroniques d'usure, direction Magnasteer^{MD}, radiocassette AM/FM stéréo BOSE^{MD} 4.0 avec amplificateur de 425 watts, lecteur de disques compacts et un groupe de mémorisation et personnalisation incluant les positions des sièges et du volant. Sans oublier l'ensemble de privilèges des propriétaires Cadillac qui comprend, entre autres, l'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km*. Et pour un temps limité, le système de communication et de sécurité OnStar vous est offert sans frais, installation comprise (valeur approximative de 1 800 \$, frais d'abonnement de 360 \$ requis).

LOCATION PLUS

2,8%[†]

LOCATION JUSQU'À 36 MOIS

598 \$^{*}

/36 MOIS

PAIEMENT INITIAL DE 5 718 \$
ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 700 \$ REQUIS.
TRANSPORT (940 \$) ET PRÉPARATION INCLUS.

SEVILLE STS 1999

Cadillac, rien de moins.



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs Seville STS 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial indiqué (ou échange équivalent). Dépôt de sécurité et première mensualité exigés à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. † Taux de financement à la location applicable jusqu'à 36 mois. ** Comprend l'inspection et/ou le remplacement et/ou le service de certains items. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicule peut être requis. Tous les détails chez votre concessionnaire Cadillac, en visitant le www.gmcanada.com ou en téléphonant au 1 800 463-7483.

04728



L'horaire quotidien commence toujours en haut de page...

la grille des heures de grande écoute toujours placée au début de la journée

Les heures en couleurs

Les cases-films sont en couleurs

Utilisation de caractères plus faciles à lire

Des choix quotidiens intégrés à l'horaire

- quatre pages de plus
- sept chaînes supplémentaires
- une grille-horaire des films plus complète
- une sélection d'émissions sportives, de téléromans et de documentaires
- des photos en couleurs



NOUS PRENONS D'ASSAUT LES ROUTES QUÉBÉCOISES!

Kia est maintenant arrivée au Canada. Et avec le vent dans les voiles à part ça!

Depuis que nous sommes en affaires (1944), nous avons vendu plus de 2 millions de véhicules dans plus de 130 pays. Dans les six dernières années, par exemple, nous avons été l'un des fabricants automobiles dont la croissance a été la plus rapide aux États-Unis, un marché hyper compétitif.

Nous n'en sommes donc pas à nos premières armes. Et nous avons appris deux ou trois choses de nos expériences passées.

Premièrement : d'où qu'ils viennent, la plupart des gens ont un faible avoué pour les véhicules bien faits vendus à prix abordable.

Deuxièmement : les gens sont plus réceptifs si vous faites appel à leur raison et avez vraiment quelque chose à leur dire.

Compte tenu de ce qui précède, il est clair que nous ne tenterons pas de crier plus fort ou de briller davantage que la concurrence. Pourquoi dépenser une fortune et risquer de déplaire ainsi aux consommateurs qui préfèrent la voie de la raison?

Par contre, nous aimons mettre nos véhicules à l'épreuve et tenir les consommateurs au courant des résultats. À eux de choisir ensuite, en toute connaissance de cause.

DE L'ENDURANCE À REVENDRE!

Pour ce qui est de la Sephia, nous l'avons opposée à la Honda Civic dans une épreuve de 100 000 milles (160 000 km) et à la Toyota Corolla dans une autre épreuve de 160 000 km. Puis, nous avons opposé une Sephia qui avait déjà 160 000 au compteur à une Honda Civic neuve pendant un autre 160 000 km. Cette même Sephia est toujours en train d'être testée et, plus de 500 000 km plus tard, elle roule toujours comme une grande!

D'autres Sephies ont eu moins de chance : nous les avons confiées à des agences de location de voitures et à des écoles de conduite, à une compagnie de taxis new-yorkais et, supprimez le mot, à un groupe de livreurs de pizzas. Sans compter un groupe d'étudiants universitaires (ce qui nous a valu encore plus de crédits!).

SÛRE SUR ROUTE, HORS PAIR HORS ROUTE

La Sportage a reçu un traitement similaire, sinon pire. Elle a montré qu'elle pouvait prendre pas mal de pression lors du Rallye Paris-Dakar, l'épreuve la plus dure et la plus destructrice en conduite hors route (c'est dans le désert africain!) au monde. On sait maintenant que la Sportage est loin d'être un mirage! Après le Paris-Dakar, la même Sportage a aussi participé au Baja 1000... et a gagné dans sa catégorie! La Sportage a aussi été championne 1997 (Classe 3) SCORE, un très difficile championnat couru dans le désert, gagnant cinq épreuves consécutives et finissant toutes ses courses.

ET ÇA NOUS MÈNE OÙ, TOUS CES KILOMÈTRES?

Qu'avons-nous prouvé? Tout simplement que Kia fabrique des véhicules qui rivalisent avec des marques japonaises équivalentes reconnues pour ce qui est de la qualité, de la fiabilité et de la durabilité.

Ajoutez à cela les prix très raisonnables et le service à la clientèle de Kia et vous obtenez un rapport qualité-prix imbattable.

LA FIN DE L'HISTOIRE

En bout de ligne, il est clair que nos véhicules présentent une valeur exceptionnelle. C'est notre marque de commerce. Et c'est ce que nous allons tenter de vendre au public. Nous savons par expérience qu'on peut aller très loin en faisant ainsi confiance au jugement des consommateurs.

ENFIN, LA QUALITÉ ACCESSIBLE À TOUS!

Le rapport qualité-prix, c'est ce qui nous distingue d'abord de la concurrence. D'autres peuvent l'affirmer; nous pouvons le prouver! Notre slogan le dit clairement: « *enfin, la qualité accessible à tous!* ». La qualité à la portée de tout le monde : voilà le message canadien de Kia pour les mois qui viennent. C'est simple, c'est clair, c'est direct. À vous d'en faire votre cheval de bataille.

C'EST L'AMOUR QUI FAIT QU'ON S'AIME!

Dans la vie, c'est clair qu'on préfère faire affaire avec des gens qu'on aime. Les gens qui ne vous aiment pas ne travailleront pas pour vous. D'où l'importance d'être aimé.

Comment allons-nous faire pour que les consommateurs québécois aiment Kia? En capitalisant sur l'image de marque qui a fait de nous ce que nous sommes. Nous aimons utiliser les mots suivants pour décrire Kia, à la fois comme véhicule et comme entreprise.

TRAVAIL : les Québécois respectent les gens et les entreprises qui s'assurent de faire les choses correctement. C'est pourquoi ils aimeront Kia. Nous ne nous contenterons pas de promettre fiabilité et endurance. Nous allons en faire la

preuve. Et nous allons travailler plus dur que n'importe qui pour les satisfaire. Les gens d'ici travaillent fort pour leur argent : nous allons travailler encore plus fort à leur en donner pour leur argent.

HUMILITÉ : avec Kia, pas de boniments, pas de surenchère! Restons humbles. À chaque fois que nous serons tentés de dénigrer un compétiteur pour démontrer notre supériorité, même légitime, nous devons nous rappeler que nous avons toujours connu le succès en jouant le rôle de négligés. Les gens doivent nous percevoir comme « la petite compagnie qui veut, et qui peut ».

HONNÊTÉTÉ : nous allons appuyer nos promesses par des preuves, pas en plastronnant. Compte tenu du scepticisme qu'entretiennent les gens au sujet de la publicité et des médias, la façon la plus rapide d'acquiescer une crédibilité au Québec est de dire les choses com-

me elles sont.

La Sephia, c'est l'arrivée de la « qualité pour moins cher » sur les routes québécoises! Elle a du style, de la classe et du souffle, en plus de se conduire comme un charme. Bizarrement, tout cela est le résultat d'un nombre incalculable de kilomètres de torture routière!

Six ans d'épreuves éreintantes aux États-Unis nous ont fait comprendre ce que ça prenait pour fabriquer une voiture assez fiable et durable pour affronter les conditions de route nord-américaines et pour plaire aux conducteurs d'ici.

Pendant ces six ans, la Sephia a été laissée aux mains d'apprentis-chauffeurs d'écoles de conduite, de chauffeurs de taxis new-yorkais, d'agences de location d'autos, d'étudiants universitaires et de livreurs de pizzas, tous (à part les élè-

toutes les voitures de sa catégorie. Évidemment, les consommateurs auront aussi un choc agréable lorsqu'ils verront son prix. Sans compter l'assistance routière 24 heures, bénéfice direct du programme « Aide Extra Kia » (voyez la section Assistance aux consommateurs pour plus de détails).

La Sportage aborde le marché canadien des utilitaires sport avec un certain nombre d'avantages. Tout d'abord, c'est l'une des utilitaires sport la moins chère. C'est aussi un véhicule doté d'impressionnantes qualités en conduite hors route et d'une belle endurance. N'oublions pas non plus son style innovateur. Et tout ça pour un prix de départ de moins de 21 000 \$!

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à penser que la Sportage est une saprée bonne affaire. Le magazine *Four Wheeler* en a fait son « Meilleur achat » trois ans de suite. Et elle a été déclarée « Meilleur rapport qualité-prix » de sa catégorie par la maison indépendante *IntelliChoice* au cours des deux dernières années.

Les ventes impressionnantes de la Toyota RAV4, de la Honda CR-V et autres véhicules d'importants fabricants montrent bien la puissante attraction qu'exerce sur le public la nouvelle génération de V.U.S., lesquels ont les mêmes capacités que les V.U.S. de grande taille, mais sous une forme plus compacte et plus manœuvrable.

La Sportage profite évidemment de cet engouement, en plus de se démarquer de la plupart de ses concurrents de même taille grâce à son moteur plus puissant et à son châssis à échelle. Mieux encore, la Sportage peut revendiquer un positionnement unique : c'est non seulement l'utilitaire sport que les gens aiment conduire, c'est aussi celle qu'ils peuvent se permettre de conduire. La Sportage offre une combinaison unique de rapport qualité-prix exceptionnel et d'agrément de conduite. La Sportage, c'est tout le plaisir d'une utilitaire sport au prix d'une berline économique!



La SEPHIA 2000

**Garantie 5 ans/100,000 km
Assistance routière 24 hrs**

PRIX À PARTIR DE

12 995\$

**+ TRANSPORT
PRÉPARATION INCLUSE**

ÉQUIPEMENT STANDARD

- Moteur 1,8 L DACT 16 valves 4 cyl. 125 c.v.
- Boîte manuelle à 5 rapports
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Servofrein
- Essuie-glace intermittents
- Pare-brise teinté
- Antenne
- Calandre couleur de la carrosserie
- Pare-chocs couleur de la carrosserie
- Rétroviseurs extérieurs mécaniques et repliables
- Poignée de porte couleur de la carrosserie
- Pneus 185/65R14 toutes saisons
- Garde-boue avant et arrière
- Dégivreur de lunette arrière
- Compteur journalier
- Témoin avertisseur d'essence, porte mal fermée

- Témoin avertisseur anomalie moteur, pression d'huile
- Témoin avertisseur température de l'eau
- Porte-tasses
- Console centrale
- Plateau à monnaie
- Appui-tête arrière/avant réglable
- Allume-cigares
- Sièges en tissu
- Repose-pied
- Tapis de sol KIA
- Ouverture de volet d'essence télécommandée
- Ouverture du coffre télécommandée
- Ancre de ceinture de siège d'enfant (3)
- Coussins gonflables (2)
- Poutrelles de protection latérale/porte
- Verrouillage enfant des portes arrière



PRIX À PARTIR DE

20 995\$

**+ TRANSPORT
PRÉPARATION INCLUSE**

ÉQUIPEMENT STANDARD

- Moteur 2,0 L DACT 4 cyl. 130 c.v.
- Boîte manuelle à 5 rapports
- Servofrein
- Servodirection variable en fonction de la vitesse
- 4x4
- Essuie-glace intermittents variables
- Pare-brise teinté
- Calandre couleur de la carrosserie
- Pare-chocs couleur de la carrosserie
- Rétroviseurs extérieurs électriques et repliables
- Enjoliveur pleine grandeur
- Pneus P205/75R15, toutes saisons
- Roue de secours pleine grandeur (acier)
- Couvercle de secours
- Garde-boue avant et arrière
- Dégivreur de lunette arrière
- Volant inclinable
- Compteur journalier, compte-tours
- Témoin avertisseur d'essence, porte mal fermée

- Témoin avertisseur anomalie moteur, pression d'huile
- Témoin avertisseur température de l'eau...
- Témoin avertisseur 4 x 4
- Porte-tasses
- Console centrale avec accoudoir
- Appui-tête avant réglable
- Allume-cigares
- Sièges en tissu
- Sièges arr. repliables bipartite 50/50
- Repose-pied
- Lève-glaces électriques
- Verrouillages des portes électriques
- Radio AM-FM cassette 6 h-p
- Antivol
- Tapis de sol KIA
- Ouverture de volet d'essence télécommandée
- Coussins gonflables (3)
- Poutrelles de protection latérale/porte
- Verrouillage enfant des portes arrière

Et plus

Le SPORTAGE 2000



4x4

**Garantie 5 ans/100,000 km
Assistance routière 24 hrs**

ves de l'école de conduite...) des émules, à des degrés divers, de Jacques Villeneuve!

La Sephia a également roulé sa bosse sans arrêt, partout aux États-Unis, à l'occasion de tests comparatifs extrêmement sélectifs avec une Toyota Corolla et une Honda Civic. Une Sephia qui avait déjà 160 000 km au compteur à même tenu tête à une Honda Civic flambant neuve lors d'un autre test d'endurance. Voilà autant de preuves de la qualité et de la solidité de la Sephia.

Pas convaincu? Sachez que cette même Sephia qui a participé à l'épreuve de 160 000 km compte aujourd'hui près de 500 000 km et roule encore comme un charme!

**LE RÉSULTAT DE TOUTES CES
EXPÉRIENCES :
LA SEPHIA 2000**

La Sephia 2000 a un plus gros moteur que la Honda Civic DX, plus de puissance qu'une berline Saturn et plus d'espace total qu'à peu près

COMPARAISON AVEC LA CONCURRENCE*

• La Sportage a un châssis à échelle, ce qui n'est pas le cas de la Toyota RAV4 et de la Honda CR-V dont la construction est monocoque. La fabrication de la Sportage fait en sorte que la carrosserie est plus solide en conduite hors route.

• La Sportage peut remorquer jusqu'à 450 kg (1000 lb) de plus que la Honda CR-V et 225 kg (500 lb) de plus que la Toyota RAV4.

• La Sportage est la seule utilitaire sport coûtant moins de 21 000 \$ qui dispose d'un antivol de série. Son modèle de base est doté de caractéristiques qui coûteraient plus de 2000 \$ pour une Toyota RAV4 semblablement équipée.

• La Sportage est protégée par une assistance routière gratuite qui s'obtient seulement en payant un montant supplémentaire dans le cas des Toyota RAV4 et Honda CR-V.

* Comparaisons basées sur les modèles 1999, valables au moment de la publication et sujettes à modification.



4290, BOUL. BOURQUE, ROCK FOREST 563-3737
(Adjacent à Sherbrooke Nissan)